

**Nations unies - Situation en Iran -  
Intervention du représentant de la  
France auprès des Nations unies -  
Séance publique du conseil de  
sécurité**

(New York, 05 janvier 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie le sous-secrétaire général Tayé-Brook Zérihoun pour ces éléments d'information précis sur les événements récents survenus en Iran. Nous suivons attentivement la situation sur le terrain, et je voudrais au nom de la France exprimer deux messages principaux aujourd'hui.

D'abord, nous sommes réunis cet après-midi sur la situation au Moyen-Orient et, plus spécifiquement sur la question de l'Iran. Chacun sait qu'il existe, au sein du Conseil de sécurité, des points à l'ordre du jour permettant d'aborder et de traiter les différents dossiers relatifs à la paix et à la sécurité internationales dans la région, qu'il s'agisse de la mise en oeuvre de la résolution 2231, du Liban, de la Syrie, du Yémen ou encore de l'Irak. Dans ce contexte, notre rôle, notre responsabilité est d'être pleinement mobilisés pour trouver une issue aux enjeux et aux crises du Moyen-Orient.

C'est dans cet esprit, Monsieur le Président, que nous devons absolument préserver l'accord nucléaire avec l'Iran, le Plan d'action global conjoint (JCPOA), et permettre sa pleine mise en oeuvre. Cette approche a recueilli un consensus lors de la réunion de ce Conseil le 19 décembre dernier. Cet accord nous engage tous, et l'enjeu est bien de l'appliquer rigoureusement. L'accord nucléaire est en effet l'une des pierres angulaires de la stabilité de l'ensemble de la région. à l'inverse, la perte de cet acquis marquerait pour la région, mais aussi pour la communauté internationale et pour le régime de non-prolifération nucléaire un grave retour en arrière, potentiellement lourd de conséquences.

Nous devons également veiller à mener un dialogue exigeant et réaliste avec l'Iran pour encadrer et limiter son activité balistique, afin qu'elle ne constitue pas un facteur aggravant de déstabilisation régionale.

Nous devons, en outre, maintenir des échanges étroits avec l'Iran pour aborder franchement avec Téhéran les préoccupations que soulèvent son influence au Moyen-Orient et son rôle dans les crises régionales, et plus précisément ses actions en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen. Dans chacun de ces pays, nous devons trouver les voies et moyens permettant de répondre aux tentations hégémoniques extérieures, qui sont la promesse de l'échec de toute stabilisation. C'est la seule manière d'avancer vers la paix et vers des solutions politiques inclusives aux conflits qui ont bouleversé le Moyen-Orient ces dernières années. Malgré des divergences parfois profondes, et que nous assumons, chacun a besoin de ce dialogue. La

France entend rester plus que jamais engagée dans celui-ci, les yeux ouverts, avec lucidité et avec franchise.

Mon deuxième point porte sur la question qui a conduit ce conseil à se réunir aujourd'hui. Je souhaiterais ici exprimer nos inquiétudes face aux violences qui ont suivi les manifestations des derniers jours en Iran, et au nombre de victimes et d'arrestations qu'elles ont provoqué parmi les manifestants. Nous appelons les autorités iraniennes à la retenue, à l'apaisement et au respect des libertés fondamentales, notamment les libertés de conscience, d'expression et de manifester pacifiquement. Les Iraniens doivent pouvoir manifester pacifiquement en effet et faire valoir leurs opinions. Nous devons rester vigilants afin que ces droits et ces libertés ne soient pas bafoués. C'est ce que le président Macron a dit à son homologue iranien, le président Rohani, lors de leur entretien le 2 janvier.

Monsieur le Président, il appartient aux Iraniens et à eux seuls d'engager un dialogue pacifique qui doit reposer sur le respect des droits et des libertés fondamentales du peuple iranien. Aussi préoccupantes qu'elles soient, les évolutions de ces derniers jours ne constituent pas une menace à la paix et à la sécurité internationales. Nous devons y réagir de manière appropriée, c'est-à-dire avec toute la vigilance requise par les risques de violences contre les manifestants pacifiques, mais en nous gardant de toute instrumentalisation de cette crise, qui ne ferait que renforcer les extrêmes et auraient ainsi l'effet inverse de celui recherché. En effet Monsieur le Président, et je conclurai par là, les changements en Iran ne viendront pas de l'extérieur, ils viendront du peuple iranien lui-même.

Je vous remercie./.